

INTERVENTION

JOURNAL
DE L'UNION DES
RÉVOLUTIONNAIRES-
COMMUNISTES DE FRANCE
(CONSTRUCTION DU PARTI)



COMMUNISTE

AGGUSONS LE CAPITALISME

RETRAIT DU PROJET WOERTH SUR LES RETRAITES !

OUI À LA RETRAITE À 60 ET 55 ANS AVEC 37, 5 ANNUITÉS !

La défense du droit à la retraite à 60 ans constitue une bataille frontale de classe entre les capitalistes et les forces du travail. C'est un enjeu de civilisation qui pose la question du rapport de l'homme au travail, de l'exploitation, de l'appropriation privée des richesses produites par le travail, par une poignée de capitalistes.

Le lot quotidien du travailleur est connu : cadences infernales, stress, conditions de travail et de carrière dégradées, licenciements, bas salaires. Le système capitaliste repose sur cet axiome que nulle réforme ne pourra changer : tout pour l'actionnaire et ses dividendes, tout pour le Capital !

La stratégie des grands groupes a été concrétisée au Sommet de Lisbonne de l'UE, véritable programme commun de la droite et de la social-démocratie, qui se fonde sur la destruction des conquêtes sociales du 20^{ème} siècle, afin d'assurer le profit maximum aux capitalistes.

Sarkozy et son pouvoir se font les applicateurs zélés et brutaux des diktats de l'UE : l'allongement du temps de travail et de carrière, c'est-à-dire l'extension de la plus-value absolue par le capital jusqu'aux limites physiques de l'exploitation.

Le projet Woerth au seul service de l'aristocratie financière

Ce projet constitue une régression sur toute la ligne, un cadeau aux richards,

en portant l'âge légal du départ en retraite à 62 ans (67 ans devenant la règle pour les pensions à taux plein). À plus de 90 %, les retraites seront financées par les revenus du travail. Rappelons que les 100 000 foyers les plus riches (l'aristocratie financière) détiennent plus de 40 % des revenus de l'ensemble de la population. Il faut avoir la morgue et la démagogie de l'UMP pour oser évoquer une « réforme juste ».

Les directions syndicales n'orientent pas de manière claire et offensive la riposte sociale. La CFDT se prononce, au nom de la retraite à 60 ans, « pour l'allongement des annuités » ! La direction CGT écrit : « Ce texte n'est pas bon en l'état », ce qui ouvre la voie à l'aménagement du projet Woerth. Les travailleurs rejettent ces compromissions. Le projet Woerth n'est ni à amender ni à « améliorer », il est à rejeter en bloc !

**OUI !
Nous pouvons
battre le gouvernement !**

Dans son précédent édito, l'URCF appelait à fusionner luttes sociales et luttes politiques pour les droits démocratiques. Ce pouvoir est affaibli par

les scandales et les inégalités insupportables qu'aggrave sa politique.

Le peuple-travailleur, qui a permis la victoire du NON au référendum sur le Traité constitutionnel européen, peut conduire au retrait pur et simple du projet Woerth. Une bataille intense mais brève nous attend puisqu'en septembre, le Parlement discutera de la loi sur les retraites.

Dans l'immédiat, sur les plages, dans les villes et les entreprises, il faut mener une vaste campagne de sensibilisation en démasquant les mensonges du pouvoir et du capital.

Le 7 septembre, outre le nombre de manifestants, ce qui comptera, c'est la cessation d'activités, le blocage de la production, la capacité du mouvement gréviste à déclencher des luttes continues et multiformes partout dans le pays jusqu'à la grève générale politique pour la retraite à 60 ans et 55 ans (métiers pénibles) avec 37,5 annuités, et plus 300 euros net par mois.

**Les capitalistes
(+ 25 % de revenus en 2009,
soit 241 milliards d'euros pour les 500
plus importants d'entre eux)
doivent payer leur crise et nos retraites !**

ILS MENTENT SUR LES RETRAITES

Cela fait maintenant près de 15 ans que, pour justifier la liquidation du droit à la retraite, se multiplient les campagnes de propagande, et ce au nom d'un prétendu bon sens, étayé de surcroît par « des méthodes scientifiques indiscutables ».

En réalité, tout repose sur de grands mensonges, qu'il faut dénoncer en permanence partout.

C'est ainsi qu'on nous répète que, l'espérance de vie augmentant, le nombre de retraités va submerger le nombre d'actifs au travail. Le rapport de 4 pour 10 aujourd'hui passerait à 7 pour 10 en 2050. Certes, mais cela ne veut rien dire, car ce qui est important, c'est le rapport du nombre d'actifs salariés au nombre d'inactifs. Car si les retraités ne cotisent pas, les enfants, les adolescents, les étudiants, les chômeurs, les femmes au foyer ne cotisent pas plus. Et là, surprise, ce chiffre est remarquablement stable ! Il y a environ 163 inactifs pour 100 actifs aujourd'hui, et dans le pire des cas envisagés, il y aura 173 inactifs pour 100 actifs en 2050 ! Ce qui est une quasi stabilité. Les propres prévisions des animateurs de la campagne contre les retraites et la Sécurité sociale, orchestrée par la Commission de Bruxelles, annoncent qu'en 2060, le « surcoût » pour toute la protection sociale (retraites et pensions, santé, dépendance) du vieillissement serait de 2,7 point du Produit Intérieur Brut, soit 0,054% par année ! Or rien que de 1980 à 2008, la part de la masse salariale dans le PIB a chuté de 10% ! Ce qui s'est traduit par une perte de rentrée des cotisations sociales énorme.

Les arguments statistiques qui étayent les spéculations du COR, spéculations auxquelles participent les syndicats en matière démographique au lieu de les dénoncer, ne tiennent pas la route. Tout d'abord, les calculs se font à partir de projections faites sur la base de chiffres d'aujourd'hui, c'est-à-dire en période de crise

QUI VEUT NOYER SON CHIEN L'ACCUSE DE LA RAGE.

économique aiguë. Et donc les rapports répercutent la crise comme permanente dans son intensité pour 40 ans : même chômage, même productivité du travail. Comme on peut le constater, nos experts sont d'un optimisme extraordinaire sur l'avenir de leur système ! Mais au-delà, ce type d'extrapolation relève du niveau de Nostradamus. Imaginons des prévisions de ce type faites en 1913 : qui aurait pu imaginer la grande boucherie impérialiste de 14-18, la Révolution d'Octobre, la crise de 1929, le fascisme et le nazisme et la Seconde guerre mondiale ? Et surtout, la base statistique aurait été catastrophique pour la France en matière démographique et exceptionnelle pour l'Allemagne. Or en 1953, c'est le contraire auquel on assiste. Donnez des prévisions à 40 ans en partant de 1930, et c'est l'Enfer de Dante ! Et d'ailleurs, les projections en la matière en 2003 sont contredites par le fait qu'aujourd'hui un pays comme la France a une démographie positive. C'est la raison pour laquelle la campagne de 2010 ne reprend pas les arguments de 2003 (de même qu'on reste discret sur les fonds de pension depuis qu'ils se sont effondrés dans les pays anglo-saxons à la suite de la crise financière...). Notons d'ailleurs que nos prévisionnistes partent aussi sur l'allongement indéfini de l'espérance de vie. Or, si beaucoup plus de gens vont vivre au-delà de 80 ans - mais à condition que cette politique malthusienne que sous-tendent les attaques contre la protection sociale soit mise en échec -, l'augmentation du nombre des plus de 90 ans sera limitée pour des raisons naturelles.

Il est évident que nous, les révolutionnaires communistes, n'avons aucune réti-

cence à ce que l'on prélève des taxes sur les profits financiers, spéculatifs. Bien plus, nous sommes pour qu'on les confisque ! Mais l'argument de « gauche » sur le financement de la protection sociale par des taxes dans ce domaine, est en fait un argument « de droite », basement réformiste. Jusque dans les années 80, les cotisations salariales représentaient 50% du financement. Le patronat versait 50%, le salaire différé. Or après trente ans, la part prise sur le salaire est de 78% et le salaire différé ne représente plus que 12%. La première mesure à prendre, c'est de rétablir la parité (ce qui se traduit par une augmentation de fait du prix de la force de travail) et d'augmenter les salaires. Et pas dans 40 ans ! Tout de suite.

Nous pourrions multiplier les exemples. Mais au-delà, ceux-ci conduisent à mettre en avant le fait que le financement des retraites n'est pas le sujet à l'ordre du jour : ce qui l'est, c'est la suppression du droit à la retraite. Par conséquent, ce n'est pas réécrire la copie du projet qui doit être le mot d'ordre, mais le retrait de celui-ci et de toutes les remises en cause ayant eu lieu depuis 1987.

Cela nécessite une mobilisation sur des bases claires des travailleurs (donc sans la CFDT et ceux qui s'inscrivent dans la démarche mensongère d'une réforme des financements obligatoires). Cela nécessite de dénoncer l'Union Européenne comme l'expression des intérêts du Capital européen et leurs domestiques en livraison, « les ours savants de la social-démocratie » (Aragon) et du syndicalisme jaune.

URCF

Qu'est-ce que l'URCF ?

L'Union des révolutionnaires communistes de France : Union à l'échelle de tout le pays, de militants communistes engagés autour de l'objectif de construction d'un nouveau et authentique P.C. continuateur du PCF (révolutionnaire) mais critiques et en rupture avec son héritage négatif, réformiste et révisionniste.

Organisation marxiste-léniniste, l'URCF mène un combat quotidien contre le capitalisme, pour la défense des revendications sociales, pour les droits et libertés démocratiques. L'URCF défend la solidarité internationaliste, s'inscrit dans le combat pour la renaissance du mouvement communiste international, la solidarité avec les peuples en lutte de la Palestine à Cuba socialiste, la lutte contre les fauteurs de guerre impérialistes.

L'URCF agit pour que la France se retire des instances impérialistes : OTAN, Union européenne, se prononce pour l'autodétermination des peuples néo-colonisés.

Les 200 thèses pour une identité communiste sont le fondement même de sa ligne politique. le programme de l'URCF est publié sous le thème, Le socialisme: seule alternative au capitalisme!

Avec la campagne " Accusons le capitalisme " dont elle est l'initiatrice, l'URCF cible la propriété privée des moyens de production et la dictature du capital, obstacles à l'émancipation des travailleurs.

INTERVENTION COMMUNISTE
Journal de l'Union des Révolutionnaires Communistes
de France / Construction du Parti

LISEZ INTERVENTION COMMUNISTE
Le journal de tous les travailleurs

BULLETIN D'ABONNEMENT

1an:19 €, Etudiant: 9€, Chômeurs:9€, Soutien:30€

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Ville: _____

Notre site www.URCF.net

Ne pas jeter sur la voie Publique. Imprimé par nos soins.